



**Décision n° 26-DCC-27 du 28 janvier 2026
relative à la création de deux entreprises communes de plein exercice
dénommées Bear Pontarlier et Bear St Hippolyte
par les sociétés Orbit et ITM Entreprises**

L'Autorité de la concurrence,

Vu le dossier de notification adressé complet au service des concentrations le 12 janvier 2026, relatif à la création de deux entreprises communes de plein exercice dénommées Bear Pontarlier et Bear St Hippolyte par les sociétés Orbit et ITM Entreprises, formalisée par deux lettres d'offre ferme et irrévocable d'acquisition des fonds de commerce signées le 20 mai 2025 et une promesse unilatérale d'achat signée le 16 juin 2025 ;

Vu le livre IV du code de commerce relatif à la liberté des prix et de la concurrence, et notamment ses articles L. 430-1 à L. 430-7 ;

Adopte la décision suivante :

1. L'opération notifiée consiste en la création, par les sociétés Orbit et ITM Entreprises, de deux entreprises communes de plein exercice. La première est la société Bear Pontarlier qui a pour objet l'acquisition et l'exploitation d'un fonds de commerce de distribution à dominante alimentaire d'une surface de vente de 1 180 m², actuellement sous enseigne Colruyt, sous l'enseigne Intermarché dans la ville de Pontarlier (25). La seconde est la société Bear St Hippolyte qui a pour objet l'acquisition et l'exploitation d'un fonds de commerce de distribution à dominante alimentaire d'une surface de vente de 751 m², actuellement sous enseigne Colruyt, sous l'enseigne Intermarché dans la ville de Saint-Hippolyte (25). Cette opération constitue une concentration au sens de l'article L. 430-1 du code de commerce. Compte tenu des chiffres d'affaires réalisés par les entreprises concernées, l'opération ne relève pas de la compétence de l'Union européenne. En revanche, les seuils de contrôle mentionnés au II de l'article L. 430-2 du code de commerce sont franchis. La présente opération est donc soumise aux dispositions des articles L. 430-3 et suivants du code de commerce relatifs à la concentration économique.
2. Au vu des éléments du dossier, l'opération n'est pas de nature à porter atteinte à la concurrence sur les marchés concernés.

DÉCIDE

Article unique : L'opération notifiée sous le numéro 25-359 est autorisée.

Le président,

Benoît Cœuré

© Autorité de la concurrence